

Réduire la guerre contre Gaza à sa dimension humanitaire, pour mieux occulter la question de la décolonisation

Mohamed Tahar Bensaada est enseignant à la Haute Ecole Ilya Prigogine de Bruxelles.



Dans cette analyse, il déconstruit avec rigueur et précision la présentation idéologique, par les politiques et les médias européens, de l'offensive israélienne à Gaza. Le discours politico-médiatique, bien ficelé, vise à justifier, par son occultation, la domination coloniale sioniste en Palestine.

L'argumentaire déployé et martelé sur toutes les ondes repose sur deux idées majeures : la réduction de la situation des Palestiniens de Gaza à une question humanitaire et la diabolisation du Hamas. Le premier axe de la propagande pro-israélienne permet en effet de passer sous silence la question essentielle des causes de l'offensive sioniste à Gaza, à savoir la volonté politique d'Israël d'éradiquer toute forme de résistance à son occupation. La souffrance brute des Palestiniens, qui, à dessein, n'est jamais restituée dans son contexte historique et politique, est utilisée pour appeler à un cessez-le-feu qui ne remet aucunement en cause le rapport d'oppression colonial.

La diabolisation du Hamas permet d'aller plus encore dans la légitimation de l'entité sioniste puisqu'elle justifie implicitement la guerre à Gaza. Et explicitement l'impossibilité de négocier avec un tel acteur politique. L'absence de discussion avec un ennemi diabolisé devrait conduire logiquement à l'envoi d'observateurs internationaux au passage de Rafah, ce qui permettrait de réaliser le bouclage total de la bande de Gaza et d'approfondir ainsi la domination coloniale israélienne.

Paru le 13 janvier sur Oumma.com

Les manifestations qui ont lieu dans la plupart des grandes villes européennes contre l'agression barbare israélienne visant Gaza, outre qu'elles donnent du courage à la population et aux résistants palestiniens, peuvent contribuer à l'établissement d'un cessez-le-feu qui permettrait à la résistance de souffler, de panser ses blessures et de se réorganiser dans la perspective de batailles politiques futures.

L'horreur que nous inspirent à juste titre les images qui nous proviennent de Gaza et les témoignages émanant d'organisations non gouvernementales nous en disent long sur les risques humanitaires encourus par la population de Gaza. Mais cette tragédie humanitaire risque d'être utilisée par les médias européens pour travestir la réalité et occulter les véritables enjeux politiques de la guerre menée par l'armée israélienne contre Gaza. Même quand ces médias font semblant de nous émouvoir, ils insistent pour déplorer le nombre élevé de victimes « civiles » et notamment des enfants. Sous-entendu, les autres victimes, les « terroristes » du Hamas, n'ont que ce qu'ils méritent.

Plus grave, cette propagande tente de légitimer le discours officiel des dirigeants israéliens qui déplorent publiquement

la perte des vies humaines mais cherchent à en imputer la responsabilité au Hamas qui aurait, selon eux, pris la population palestinienne en otage. A l'appel des dirigeants européens, le gouvernement israélien a accepté de cesser ses attaques durant trois heures par jour pour permettre l'ouverture d'un corridor humanitaire à Gaza. L'agresseur, qui a fait en douze jours plus de 700 tués, dont plus de 250 enfants, tente de donner l'image d'un Etat soucieux de la crise humanitaire !

Mais comme pour démentir un acteur qui bénéficie pourtant de la complaisance démesurée des médias européens, l'actualité est venue montrer qu'il s'agit d'un Etat voyou qui viole le droit humanitaire international. En effet, le même jour, l'aviation israélienne a bombardé deux écoles appartenant aux Nations unies et le lendemain un convoi d'aide humanitaire onusien poussant l'UNRWA à suspendre son activité à Gaza. Paradoxalement, à la veille d'un cessez-le-feu auquel il se sait obligé dans les jours qui viennent, à cause non seulement des pressions internationales mais aussi de l'échec politico-militaire d'une opération qui a commencé à diviser son propre gouvernement, Israël redouble de barbarie à l'égard de la population de Gaza coupable, à ses yeux, de n'avoir pas abandonné le Hamas comme il l'espérait. C'est dire que la crise humanitaire risque de s'aggraver.

Dans ces conditions, nous ne pouvons que saluer et soutenir les ONG qui cherchent à aider la population palestinienne en bravant tous les risques. Mais si cet aspect humanitaire est à considérer, il serait politiquement dangereux de réduire la bataille actuelle de Gaza à cette seule dimension. A force d'insister sur cet aspect, les politiques et les médias européens cherchent, en fait, à nous faire oublier que la responsabilité première de ce drame humanitaire incombe à Israël et que la crise humanitaire est le résultat direct de son agression barbare. Mais le plus grave est que l'insistance sur l'aspect humanitaire sert à occulter le nœud politique de

la crise qui est d'ordre politique.

Une guerre atroce lancée par un Etat colonialiste contre un peuple colonisé, en vue de le pousser à se désolidariser de ceux parmi les siens qui résistent à la colonisation, devient subitement dans le discours politique et médiatique européen un « conflit » apitoyant où la balance démographique de 1 Israélien pour 100 Palestiniens tués rejoint le racisme postcolonial le plus abject. Pourtant, ce qui se passe à Gaza n'est ni un tremblement de terre ni une épidémie mais bien le résultat d'une décision politico-militaire prise au plus haut niveau d'un Etat qui vient de voir ses relations avec l'UE « rehaussées » par la grâce de son ami de toujours, Nicolas Sarkozy.

Argumentaire raciste

La violence et la guerre ne sont pas des épiphénomènes dans l'histoire de cet Etat colonialiste et expansionniste. Elles sont dans sa nature essentielle. Dans son discours et sa pratique, le colonialisme israélien, comme tout colonialisme, s'accompagne d'une forme exacerbée de racisme. Qu'on en juge par ce que disent les dirigeants israéliens eux-mêmes. Nous ne citerons pas les discours racistes primaires du genre de celui de Golda Meir qui osait s'interroger sur l' « existence » du peuple palestinien. Prenons plutôt le discours le plus récent des dirigeants israéliens actuels qui prétendent qu'ils ne font pas la guerre au peuple palestinien mais au Hamas.

Que cache ce discours, relayé par les politiques et les médias européens ? Israël chasse les Palestiniens de leurs terres, les sur-exploite économiquement et les opprime politiquement à coups de discriminations politiques et judiciaires dans le cadre d'un système d'apartheid mais en même temps il est prêt à faire la paix avec eux s'ils se laissent faire sans broncher. Il promet qu'il ne leur fera pas la guerre s'ils se tiennent tranquilles. La preuve, regardez ce qui se passe avec la bourgeoisie compradore et la bureaucratie corrompue de

Mahmoud Abbas ! Israël ne leur fait pas la guerre puisqu'elles acceptent le fait accompli colonial au nom du réalisme politique ! Les militants et les sympathisants du Hamas n'acceptent pas cette politique du fait accompli colonial ? Israël est « malheureusement » obligé de leur déclarer la guerre !

Quelle est la logique qui sous-tend pareil raisonnement ? Pour le savoir, posons-nous la question simple : Que pense au fond de lui un être humain sensé d'un autre être humain qui se résigne indéfiniment à ce qu'on le déleste de ses droits et de sa dignité ? De deux choses, l'une : ou bien les dirigeants israéliens ne sont pas des êtres humains sensés et alors on comprend pourquoi ils ne se posent pas la bonne question ou bien ils sont des êtres humains sensés capables de se poser la question et d'y répondre justement (par le droit à la résistance). Dans ce cas, ils dénie la qualité d'être humain aux Palestiniens dans la mesure où ils attendent d'eux une réaction autre que celle qu'on est en droit d'attendre d'êtres humains mis dans pareille situation d'oppression et d'injustice ! On voit à quelle logique raciste et infâme se sont rangés les politiques et les médias européens qui reprennent à leur compte l'argumentaire israélien sans autre jugement.

Cautionner le discours politique qui voudrait réduire la bataille de Gaza à sa seule dimension humanitaire revient à occulter la véritable nature de cette guerre qui constitue avant tout une guerre d'une puissance coloniale qui s'accroche à son statut colonial au mépris de l'histoire et de la volonté de tout un peuple. A force de diaboliser le Hamas, les politiques et les médias qui reprennent à leur compte la propagande israélienne, en viennent à perdre de vue qu'il existe un peuple, le peuple palestinien qui a prouvé tout au long de son histoire qu'il reste attaché à sa terre et à son droit imprescriptible de fonder un Etat national viable.

Dans sa lutte, ce peuple s'est donné des organisations

sociales, politiques et culturelles appelées à défendre ses droits légitimes en fonction de programmes, de stratégies et de tactiques dictés par la nature de sa lutte et la conjoncture régionale et internationale. Si jamais le Hamas venait à disparaître ou à abdiquer comme l'a fait la direction du Fatah, d'autres mouvements renaîtraient et reprendront le flambeau de la lutte. Israël pourrait tout au plus gagner du temps mais comme tout système colonial, le système colonial israélien est condamné par l'histoire.

« Paix des braves »

Certes, nous entendons, ici et là, des voix européennes s'élever pour dire que la prise en charge de la crise humanitaire de Gaza ne peut se faire sans un arrêt des hostilités et que ce dernier, pour être durable, doit être suivi de négociations sérieuses pour l'instauration de la paix dans la région. Mais à y voir de plus près le cadre et les conditions de ces négociations, on est vite avisé sur la nature véritable de la « paix » proposée.

Une paix qui devrait cautionner et légaliser le rapport de forces actuel, en faveur du colonisateur israélien, assuré qu'il est de la protection de son parrain américain. Une paix qui consiste à laisser aux Palestiniens une sorte de bantoustan à la merci économique, politique et militaire d'Israël. Cette paix, si elle venait à se réaliser un jour, sera-t-elle durable ? Oui, si on continue à raisonner comme un raciste de la pire espèce et croire que les Palestiniens sont des sous-hommes capables d'accepter ce qu'aucun peuple digne de ce nom ne saurait accepter.

Mais si on pense que tout peuple a droit à la liberté, à la justice et à la dignité, alors une telle « paix », si jamais les Américains réussissaient à l'imposer pour un moment, risque de ne pas durer longtemps. Le temps en question n'est pas une abstraction physique. Ce sont des milliers de vies humaines fauchées par la violence et la guerre. Ce sont des

milliers d'orphelins. Ce sont des souffrances indicibles. C'est une haine mutuelle qui ira en grandissant et qui fera reculer d'autant la perspective d'une paix véritable et durable. Et pour être durable, la paix a besoin de justice. Justice pour le peuple qui en est actuellement exclu, à savoir le peuple palestinien.

Diabolisation de Hamas

Les plus malins parmi les défenseurs de la politique israélienne reconnaissent la gravité de la crise humanitaire ouverte par la guerre actuelle et appellent au cessez-le-feu et à la poursuite des négociations avec l'Autorité palestinienne en vue de déboucher sur un accord de paix mais sans le Hamas. Le prétexte invoqué est que le Hamas serait un mouvement « terroriste » hostile par nature à tout accord de paix et à toute coexistence pacifique avec Israël.

Pour bien isoler le Hamas sur la scène internationale, on n'hésite pas à mobiliser l'argumentaire bien connu selon lequel islamisme rime avec antisémitisme et avec terrorisme. Comme toute propagande de guerre, celle du Hamas n'est pas exempte de dérives sémantiques dans un schéma classique de survalorisation du Même et de dévalorisation de l'Autre. Mais ne retenir de la ligne programmatique et politique du Hamas que cet aspect serait non seulement réducteur mais complètement faux.

Le discours du Hamas, et des Frères Musulmans en général dans la région, a beaucoup évolué depuis deux décennies. Les reclassements géopolitiques internationaux et régionaux mais aussi des débats idéologiques intenses ont eu raison des discours rigides du passé. De nouvelles élites politiques ont pris la relève et elles n'ont rien à envier dans le discours et dans la pratique aux mouvements de libération nationale même si le référentiel idéologique a changé. Et pour cause. La crise du mouvement de libération nationale et sociale arabe et la faillite des composantes nationalistes, libérales et

socialistes, ont donné un nouveau souffle aux mouvements d'inspiration religieuse.

Il ne faut pas plus pour mobiliser l'Eglise laïque de France et de Navarre ! Dans des sociétés sécularisées depuis au moins un siècle, le fait que des courants « démocrates-chrétiens », « sociaux-chrétiens » et autres participent à vie politique et à des gouvernements de coalition n'empêche manifestement pas de dormir nos laïcs, républicains, libéraux, sociaux-démocrates ou gauchistes mais que des courants sociopolitiques dans des sociétés musulmanes s'avisent de chercher dans leur patrimoine théologico-politique et éthique des principes et des valeurs susceptibles de refonder leur pratique politique et voilà qu'on crie à l'intégrisme et au terrorisme !

Mais le plus grave dans cette opération de désinformation visant le Hamas, c'est qu'un mouvement sociopolitique d'une telle complexité et d'une telle richesse en est réduit à ses seules dimensions religieuse et militaire dans le but de le discréditer. Le Hamas aurait-il gagné les élections contre le Fatah à Gaza, comme il l'a fait en janvier 2007, s'il n'était qu'un mouvement paramilitaire et extrémiste de 10 à 15000 hommes comme on s'évertue à le présenter dans les médias occidentaux ? En fait, il s'agit d'un mouvement sociopolitique organisé et enraciné dans la société palestinienne grâce à de multiples ramifications sociales, caritatives, éducatives, médicales, estudiantines et professionnelles qui en font un partenaire politique incontournable sauf à vouloir remplacer le peuple palestinien par un autre peuple imaginaire !

Libres aux organisations gouvernementales et non gouvernementales appelées à gérer des questions palestiniennes de privilégier le partenaire de leur choix au sein de la société palestinienne en fonction de leurs convictions philosophiques et politiques. Mais cela ne doit pas pousser à l'aveuglement ni à la manipulation politique. Il est compréhensible de prendre position en faveur de tel ou tel protagoniste dans la compétition politique entre le Fatah et

le Hamas. Mais cette compétition, qui ne devrait pas dégénérer en conflit fratricide, ne doit surtout pas se faire aux dépens de la cause nationale du peuple palestinien.

Dans sa composante majoritaire, le Fatah reste une organisation démocratique malgré la capitulation de sa direction. Les militants du Fatah qui ont cœur de sauver leur mouvement devraient se retourner contre les sbires de Dahlane et de Abbas au lieu de s'en prendre au Hamas ! En effet, c'est dans sa capacité concrète à mobiliser les ressources sociales, politiques et militaires de son peuple contre l'occupation que chaque organisation montrera son degré d'attachement à la cause nationale et pourra ainsi mériter la confiance populaire. Il serait politiquement faux et moralement indécent d'attendre la disqualification du Hamas et la victoire du Fatah de l'intervention militaire israélienne ! Au contraire, comme en ont témoigné des correspondants de presse européens à Ramallah, la guerre n'a fait que renforcer le crédit politique de Hamas en Cisjordanie occupée.

Quant à la supposée inféodation du Hamas à l'Iran que certains ressortent comme un argument de nature à le discréditer parmi son peuple, seuls ceux qui ne connaissent rien à la politique de la région peuvent y accorder crédit. Le Hamas et les Frères Musulmans en général, que ce soit en Egypte ou en Jordanie, tentent de tirer avantage de l'antagonisme existant entre l'Iran et les Etats-Unis pour casser l'isolement régional dans lequel les ont mis leurs régimes respectifs. Mais aussi bien leurs références religieuses sunnites que leurs analyses politiques tendent à les éloigner de la géopolitique iranienne. C'est une des raisons qui explique par ailleurs la relation complexe existant entre le Hezbollah libanais et le Hamas palestinien. L'alliance objective et la coopération politico-militaire qui existent entre ces deux mouvements ne devraient pas occulter les différences de positionnement géopolitique de chacun de ces deux protagonistes de la scène régionale.

Les Israéliens et leurs alliés occidentaux traitaient hier le Fatah de Yasser Arafat de « terroriste ». Plus tard, ils ont été obligés de traiter avec lui, même si malheureusement ils l'ont fait dans une conjoncture internationale qui ne laissait aucune chance aux Palestiniens de tirer de négociations biaisées un résultat honorable. Aujourd'hui, après l'abdication du Fatah devenu fréquentable, les mêmes accusent le Hamas de « terroriste » et jurent qu'ils ne négocieront jamais avec lui. C'est là tout l'enjeu du plan franco-égyptien tendant à sortir Israël du borbier de Gaza au moyen d'observateurs internationaux qui seront chargés d'assurer la surveillance du passage de Rafah et donc la sécurité des frontières sud d'Israël.

Nul doute que les gouvernements européens et arabes qui s'acharnent à sauver l'agresseur israélien de son impasse actuelle vont instrumentaliser la crise humanitaire de Gaza pour justifier un cessez-le-feu conditionnel qui sera comme une continuation de la guerre menée contre le peuple palestinien par d'autres moyens. Le Hamas a compris le piège et a eu raison de rejeter cette manœuvre diplomatique qui viendrait annihiler les fruits du désengagement israélien de 2005 et constituerait une violation flagrante de la souveraineté égyptienne et de celle, naissante, de l'Etat palestinien en gestation. Sarkozy et Mubarak réussiront-ils à sauver Israël d'une seconde mésaventure politico-militaire qui viendrait s'ajouter à celle du Liban de 2006 ? La réponse dépend de la résistance du peuple palestinien et de la vigilance des forces démocratiques et pacifistes qui le soutiennent à travers le monde.

Mohamed Tahar Bensaada, Enseignant-chercheur

Voir aussi :
<http://www.comiteactionpalestine.org/modules/wfsection/article.php?articleid=53>

